





QUELLES MESURES INDUSTRIELLES ?

Après les études qui ont été menées, et dont les conclusions essentiel-les vous ont été données ci-dessus, L.T.T. a été amenée à élaborer dans le cadre du Plan à Moyen Terme certaines mesures industrielles. Celles-ci feraient l'objet d'une mise en application progressive sur les années à venir, elles prévoient :

- L'arrêt total des activités des câbles métalliques interurbains (fin 1984) et des chantiers correspondants (fin 84-début 85).
- Le maintien des équipements analogiques sur les sites de Lannion et Dinard, le maintien des câbles métalliques urbains au niveau maximum de prise de commande possible compte tenu des prix. Le maintien des activités modems et le développement des modems spécifiques.
- Le développement des équipements numériques de transmissions dans le cadre d'une rationalisation de l'Industrie Française

Le développement, de l'activité câbles à fibres optiques, sur le site de Conflans, notamment pour le marché de la télédistribution. Le développement des activités systèmes et équipements liées à ce

même marché à partir de 1984.

Un développement important du marché français des télécommunica-tions dans l'axe des prévisions des PTT. Le développement des activités vidéocommunications à partir de 1986.

Le développement des activités de transmission professionnelle

notamment dans les domaines de l'optique.

QUELLE CHARGE, QUELS EFFECTIFS?

La situation actuelle de LTT étudiée dans le cadre du Plan à Moyen Terme conduit aux évolutions de charges suivantes, par rapport aux charges 1983.

- Pour les équipements, une importante baisse des charges des activités traditionnelles compensée, en partie seulement, par le démarrage de l'activité «équipements» liée aux réseaux-câblés ;
- Une charge stable pour les «chantiers équipements» ;

- Une forte chute des câbles interubains entraînant une chute identique pour l'activité «chantiers» correspon-
- Pour les «câbles urbains» une légère baisse de la charge de Dinard et une baisse importante de la charge de Lannion
- -Par contre une croissance espérée de la charge de la câblerie optique en 1985, liée au démarrage des réseaux câblés de vidéocommunication.

Les sureffectifs actuellement prévus sont les suivants :

CONFLANS

ATAM OUVRIERS 156

CHANTIERS CABLES DINARD

LANNION

OUVRIERS

OUVRIERS 6

124

COMMENT RESOUDRE NOS PROBLEMES D'EFFECTIFS?

Au cours du CCE du 23 Novembre, les membres du Comité Central d'Entreprise ont été informés des problèmes d'emplois et des mesures existantes permettant de les résoudre. Voici la liste des mesures qui existent actuellement et qui seraient susceptibles de faire partie du plan

social. Toutes ne pourront probablement pas être retenues, mais il importe que vous en preniez connais

CREATION ET DEVELOPPEMENT D'EMPLOIS SUR LE SITE

Il s'agit de favoriser le développement de l'emploi sur le site par exemple en cédant des bâtiments et des surfaces à des unités du Groupe ou à d'autres entreprises, en liaison avec le GERIS (Groupement d'Intérèt Economique pour les Reconversions et l'Expan-sion d'Industries et de Services).

AIDE FINANCIERE A LA CREATION D'ENTREPRISE ARTISANALE

Les personnes désireuses de créer une entreprise artisanale, industrielle, commerciale peuvent bénéficier, en contrepartie de leur départ, d'une aide financière (plafonnée à 70 000 francs) et de cours de formation et reconver sion professionnelles

ARRÊT DES EMBAUCHES DE PERSONNEL OUVRIER FT ADMINISTRATIF

Cette mesure s'applique aussi bien pour les contrats à durée indétermi-née que pour les éventuels contrats à durée déterminée. Il en est de même pour le personnel intérimaire.

CONTRÔLE DE LA SOUS-TRAITANCE

Il s'agit d'arrêter la sous-traitance temporaire effectuée dans des condi-tions économiques équivalentes à ce qui pourraît être produit par l'entre-

RECHERCHE DE TRAVAUX A FFFECTUER

Recherche de travaux de production pour le compte d'autres Branches du pour le d Groupe.

MUTATIONS A L'INTERIEUR ET A L'EXTÉRIEUR DE LA SOCIETE, DE LA BRANCHE ET DU GROUPE

Mutations avec formation. Reclassement dans le bassin d'emploi dans le cadre d'un plan social avec possibilité de formation préalable.

MISE EN PLACE DE STAGES DE FORMATION, DE PREVENTION ET DE RECONVERSION

AVEC CONVENTION Il s'agit d'assurer des formations de longues durées en vue de reclasse-ment interne et externe.

MISE EN PLACE DE FORMATION ET D'AIDES AU RETOUR DANS LE PAYS D'ORIGINE

Dans le cadre des conventions franco-algériennes, il est possible d'étudier et de mettre en place des formules de retour selon trois possibilités :

- recevoir une formation profession-
- créer une entreprise en Algérie recevoir une allocation retour

A ces dispositions s'ajoutent dans le cadre de la création d'un artisanat ou d'un commerce, une aide financière plafonnée à 70 000 francs.

DEVELOPPEMENT DU TRAVAIL A TEMPS PARTIEL

Cette mesure consiste à développer le certe mesure consiste a developper le temps partiel choisi et à favoriser le travail en binôme pour utiliser au maximum les postes de travail. Cet aménagement permet de s'absenter par journée entière et notamment le Mercredi.

PRIME AU DEPART **VOLONTAIRE**

Une prime de 70 000 francs peut être attribuée aux personnes désireuses de quitter l'entreprise dans le cadre d'un licenciement économique

PRE-RETRAITE A 56 ANS ET 2 MOIS (OU 55 ANS) AVEC CONVENTION F.N.E.

Les conventions d'allocations spéciales du Fonds National pour l'Emploi
permettent aux salariés licenciés
pour motif économique à 56 ans et 2
mois de bénéficier d'une ressource
garantie de l'ordre de 65% du salaire
brut de référence jusqu'à 60 ans.
L'âge des bénéficiaires de cette
mesure peut être ramené à 55 ans de
façon exceptionnelle, après accords
du Ministère du Travail et du Ministère du Budget.

DEPART OBLIGATOIRE A LA RETRAITE A 60 ANS Cette mesure est liée à la précédente

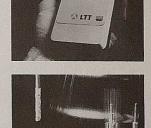
REDUCTION DE LA DUREE DU TRAVAIL AVEC AMENAGEMENT DE L'HORAIRE POUR AMELIORER LA DUREE D'UTILISATION DE L'OUTIL INDUSTRIEL

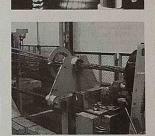
Il s'agit de réduire le temps de travail

afin:
-d'apporter une contribution à
l'emploi par la limitation des excédents d'effectifs,
-d'améliorer les conditions de travail,
-de maintenir et d'accentuer la com-

pétitivité de l'entreprise.

Il est bien entendu que ces mesures ne seront applicables qu'après avis du CCE et de l'Inspection du Travail et qu'il est ajourd'hui prématuré de pré sumer du plan social qui sera mis en





MONTANT DES ALLOCATIONS VERSÉES AU TITRE DU F.N.E

- Le montant global des allocations versées en application d'une convention d'allocations spéciales du FNE est fixé à :

 65% de la part du salaire égale ou inférieure au plafond de la sécurité sociale (7 410 francs par mois au 1^{er} janvier 83).
 - 50% de la part du salaire excédant le plafond.

L'indemnité versée au départ : est égale à l'indemnité de départ en retraite ou à l'indemnité légale de licenciement si cette dernière est supérieure.

A TITRE D'EXEMPLE :

Un salarié LTT âgé de 55 ans, ayant 12 ans d'ancienneté, quittant la société dans le cadre d'un F.N.E., et dont le salaire d'activité brut mensuel moyen est de 6 500 francs recevrait dans le cadre d'une allocation de départ : — 13000 francs (correspondant à l'allocation de départ à la retraite, soit 2 mois),

- et une allocation mensuelle moyenne versée par l'ASSEDIC de : 4225,02 francs.
- ce salaire inclus l'incidence de la prime de fin d'année

LE TRAVAIL A TEMPS PARTIEL

Plusieurs solution peuvent être envisagées

mi-temps classique : 5 jours de 3 h 51 mn de travail par

temps partiel sur : 4 jours de 3 h 51 mn de travail par jour temps partiel sur : 4 jours de 7 h 42 mn de travail par jour, permettant, par exemple, aux mères de famille de disposer de la journée du Mercredi.

temps partiel sur : 3 jours de 7 h 42 mn de travail par jour, mi-lemps classique sur : 5 jours de 3 h 51 mn de travail par jour en binôme, lorsque le poste de travail nécessite un travail continu.

Les rémunérations sont proportionnelles au temps travaillé En ce qui concerne l'attribution des droits en matière de congés payés (30 jours), de congés familiaux et d'ancien-neté, l'indemnité de transport et les prestations en nature de la sécurité sociale, tous sont maintenues

RETOUR AU PAYS D'ORIGINE

Allocation retour

- Elle s'adresse aux travailleurs qui décident de rentrer en ALGÉRIE sans opter pour la formation professionnelle ou pour l'aide à la création d'entreprises. Elle s'ladresse aux travailleurs âgés de plus de 16 ans, titulaires d'un certificat de résidence, portant la mention «travailleur salarié» et dési-reux d'exercer en ALGÉRIE une activité salariée.

Quel est son montant?

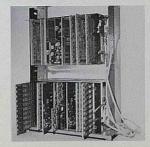
- Pour les salariés ayant occupé sans interruption un emploi depuis au moins 6 mois, à 1 4 x salaire net moyen mensuel des 6 demiers mois (sans les cotisations de sécurité sociale).

- Pour les autres (demandeurs d'emploi, salariés depuis moins de 6 mois) elle est égale à ; 1.374 x montant du desalaire horaire minimum grantil en vigueur au jour de la demande de l'allocation soit, à titre d'exemple, au 1st octobre 87.

1 374×11,96=16 433,04 francs

Le lieu de paiement s'effectue en FRANCE.









Directeur de la publication : Françoise SAMPERMANS Rédacteur en chef : Patricia NOYER (poste 3279)

rue Charles Bourseul 7, 1de Citalles Bourseul 78702 CONFLANS STE HONORINE Téléphone : (3) 974.56.56

Dépot légal en cours.